



PLAIDOYER DE LA CENCO AU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

La Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) remercie sincèrement le Président du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour l'avoir invitée à briefer les Membres de ce Conseil sur la situation socio-politique, sécuritaire et économique qui prévaut actuellement en République Démocratique du Congo en vue de la résolution portant renouvellement du mandat de la MONUSCO.

Elle saisit cette occasion pour saluer l'engagement ferme des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la stabilité en République Démocratique du Congo. A cet effet, la résolution 2277 du Conseil de sécurité avait demandé aux Acteurs politiques et sociaux de la République du Congo « *d'engager un dialogue politique ouvert et sans exclusive sur la tenue de l'élection présidentielle conformément à la Constitution* ».

Ce dialogue tenu en deux temps, sur convocation du Président de la République (premièrement tenu sous l'égide de l'Union Africaine et a donné lieu à l'**Accord politique du 18 octobre 2016**. Deuxièmement, par souci d'inclusivité, il a été tenu sous la médiation de la CENCO encouragée par le Chef de l'Etat) a abouti à l'**Accord politique global et inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa**, signé le 31 décembre 2016, dont la CENCO demande instamment la mise en œuvre rapide et intégrale.

1. Situation socio-politique

La République Démocratique du Congo traverse une crise socio-politique, sécuritaire et économique de plus en plus préoccupante et inquiétante.

Toutes les Institutions à mandat électif de la République Démocratique du Congo ont épuisé leur mandat. C'est une première dans l'histoire de notre pays depuis son indépendance.

Le Constituant n'ayant pas prévu une telle situation, l'Accord politique global et inclusif du Centre Interdiocésain de Kinshasa s'avère **la seule feuille de route pouvant sortir le pays de la crise institutionnelle**.

Malheureusement, l'Arrangement particulier destiné à assurer la mise en œuvre dudit Accord peine à se conclure. Alors que **la population attend impatiemment les élections**, le statu quo politique dû à l'intransigeance des négociateurs sur quelques points de divergence restants et entretenu par des manœuvres politiciennes et le manque de volonté politique, risque de retarder indéfiniment l'application de l'Accord de la Saint-Sylvestre. Il convient également de signaler le retard dans la mise en application effective des mesures de décrispation du climat politique.

2. Situation sécuritaire et violations des Droits humains

La situation sécuritaire, marquée par **des affrontements sanglants et des violations des droits humains**, demeure préoccupante sur une grande partie du territoire national, particulièrement :

- dans le grand Kasai : la rébellion contre le pouvoir central, menée par des milices se réclamant du Chef KAMUINA NSAPU, prend des proportions inquiétantes. **On n'y déplore des centaines de morts, l'instrumentalisation des mineurs doublement victimes de leur enrôlement par les milices et de la répression disproportionnée des forces de l'ordre ; l'interruption de la scolarisation, le manque d'assistance humanitaire, le risque imminent de famine.** On parle même de l'existence des fosses communes. Dans la même zone, deux experts des Nations Unies ont été enlevés, ainsi que un interprète et trois taxis motos.
- dans le grand Nord, l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) opère en jonction avec les Mbororo et ce, pour semer la désolation auprès des populations locales;
- dans le Nord-Kivu, notamment les Territoires de Beni et de Lubero : les massacres à répétition des populations ne s'arrêtent pas ;
- dans le Tanganyika : le conflit meurtrier qui oppose les Bantu aux Batwa, entraînant des déplacements forcés des familles, couve encore ;
- au Congo-Central et dans la Capitale Kinshasa qui ont vécu des affrontements meurtriers les 19 et 20 septembre 2016 et les 19 et 20 décembre 2016, la tension continue persiste.

Il convient de signaler que l'Eglise catholique est aussi victime de cette situation de tension et d'insécurité. Elle est ciblée à travers le pays par des inciviques et des miliciens qui lui reprochent de ne pas faire assez pour que le pouvoir en place mette en application l'Accord de la Saint-Sylvestre. Dans différents diocèses, on déplore des menaces physiques et verbales contre les ecclésiastiques. Certains évêques reçoivent des menaces de ces miliciens par téléphone. Quelques structures de l'Eglise catholique, notamment des presbytères et couvents des sœurs ont été attaqués, incendiés et pillés.

3. Situation économique

La crise socio-politique, doublée d'insécurité à travers le territoire national, ne favorise pas la santé économique du pays. Pour preuve, notre monnaie nationale perd de jour en jour sa valeur face aux devises étrangères. **Beaucoup d'entreprises publiques et privées tournent au ralenti. La population congolaise en est la première victime. Son pouvoir d'achat ne lui permet pas de satisfaire à ses besoins primaires.**

4. Que demande la CENCO ?

La persistance de cette crise risque de rendre obsolète l'Accord du 31 décembre 2016 et donner l'occasion de reporter la tenue des élections prévues en décembre 2017, voire d'en appeler à l'organisation d'un référendum ou à une modification de la Constitution.

A ce propos, la CENCO, à l'issue des travaux de l'Assemblée Plénière extraordinaire du 20 au 25 février 2017, a adressé au Peuple congolais un appel à un sursaut patriotique intitulé : **NON AU BLOCAGE ! Face aux tribulations du moment : prenez courage, le Christ a vaincu le monde** (cf. Jn 16,33).

La CENCO est persuadée que cette crise ne peut être maîtrisée que par la mise en œuvre intégrale et rapide de l'Accord de la Saint-Sylvestre et par la formation d'un gouvernement d'union nationale ayant suffisamment de légitimité et la confiance du Peuple congolais pour organiser les élections et assurer l'alternance démocratique au pouvoir.

De ce qui précède, elle recommande :

1° Au Conseil de Sécurité des Nations Unies,

- d'appuyer au niveau international politiquement, diplomatiquement et juridiquement l'Accord du 31 décembre comme l'unique feuille de route réaliste devant permettre à la RD Congo de sortir de la crise ;
- de soutenir les institutions nées de l'Accord du 31 décembre 2016 ;
- de renouveler et de renforcer le mandat de la MONUSCO en réactivant sa force d'intervention pour sécuriser les populations civiles, accompagner logistiquement les prochaines opérations électorales ;

2° A la Communauté Internationale notamment, l'Union Africaine, l'Union Européenne, la Grande Bretagne et les Etats-Unis d'Amérique

- d'apporter un appui financier et logistique substantiel à l'organisation des prochaines élections en RD Congo ;
- d'apporter une assistance humanitaire à toutes les victimes des atrocités susmentionnées ;
- d'exercer la pression sur les Acteurs politiques et sociaux de la RD Congo pour qu'ils s'engagent effectivement à la mise en application de l'Accord du 31 décembre 2016 ;
- de mener, en collaboration avec les Autorités congolaises, une enquête indépendante et objective sur les massacres des populations notamment à Beni, dans le Tanganyika, au Kasai et sur les affrontements sanglants à Kinshasa, afin d'établir les responsabilités.

Kinshasa, le 20 mars 2017



* Marcel UTEMBI TAPA
Archevêque de Kisangani
Président de la CENCO